

# CONFIANCE DANS LES STATISTIQUES PUBLIQUES UNE RELATION CONTRARIÉE.

Jean Chiche<sup>1</sup> & Flora Chanvriil<sup>2</sup>

<sup>1</sup> *Cevipof 98, rue de l'université 75007 Paris jean.chiche@sciencespo.fr*

<sup>2</sup> *Cevipof 98, rue de l'université 75007 Paris flora.chanvriil@sciencespo.fr*

**Résumé.** Cet article met en évidence la défiance du grand public dans les indicateurs de la statistique publique et cherche à en déterminer ses ressorts. La 7<sup>e</sup> vague du baromètre de la confiance du Cevipof, enquête administrée en décembre 2015 auprès de 2064 personnes, en situe le niveau par rapport à d'autres dimensions ou institutions. Cette enquête, en utilisant l'analyse des données et des modèles de régression logistique, établit le lien très fort entre défiance dans les chiffres de la statistique publique et défiance dans les institutions politiques. Les indicateurs comme le taux de chômage, de croissance, d'inflation, de la délinquance ou de l'immigration sont considérés, pour la population, liés au pouvoir politique, même si l'Insee a une très bonne image. Cette défiance touche surtout la classe moyenne inférieure et s'explique aussi par l'orientation politique et les choix électoraux. Elle influe sur l'idée que la population française se fait du fonctionnement de la démocratie.

**Mots-clés.** Enquête, statistique publique, confiance, défiance, ACP, modèles, logit

## 1 Confiance dans les statistiques publiques

La confiance est un concept qui fait l'objet d'une vaste littérature tant en sciences sociales qu'en économie ou en philosophie. L'une des définitions simples, tirée du Larousse, est « Sentiment d'assurance, de sécurité qu'inspire au public la stabilité des affaires, de la situation politique ». Les indicateurs statistiques établis très régulièrement par les instituts de statistique publique, l'Insee en premier lieu, sont très largement repris et diffusés par tous les media, y compris les réseaux sociaux. Ils sont souvent objets de débat et les questions qu'ils mesurent constituent depuis longtemps des enjeux politiques de premier plan. Rappelons que le taux d'inflation dans les années 70 était au cœur de la politique économique et sociale de l'exécutif de l'époque dirigé par V. Giscard d'Estaing et R. Barre, et sa mesure était un motif de conflit permanent entre majorité et opposition de l'époque. La progression du Front National est lié à son discours sur l'insécurité et sur l'immigration et les indicateurs statistiques qui les mesurent ne peuvent que faire débat. Depuis 2012, François Hollande a fait de l'inversion de la courbe du chômage l'alpha et l'oméga de sa politique avec pour conséquence personnelle pour lui son éventuelle candidature à un nouveau mandat en 2017. Ce sont des indicateurs qui influent sur le fonctionnement même de la vie sociale, économique et politique du pays. Dans son ouvrage de référence, Laurent (2012) propose une définition de la confiance qui correspond bien aux propos que nous souhaitons développer : « La confiance est une expérience de fiabilité dans des conditions humaines qui suppose un rapport à un autre être humain, rapport qui peut être médiatisé dans une norme collective éventuellement incarnée dans une institution auquel cas la confiance repose sur cette norme ». Les instituts de statistiques ne sont certes pas des institutions au même titre que l'Assemblée nationale, mais l'Insee est très connu et parfaitement considéré par le public qui en a une excellente image et reconnaît sa qualité en tant que producteur de données.

Le contraire de la confiance, selon le Littré, est la méfiance et non pas la défiance : « Le défiant craint d'être trompé, le méfiant croit qu'il sera trompé ». Comme l'ont écrit Algan et Cahuc (2007) nous vivons dans une société de défiance et cette défiance qui caractérise de plus en plus les relations sociales menace aussi la statistique. C'est ce terme de défiance que nous privilégierons

pour caractériser les non confiants en la statistique publique.

En ce qui concerne la statistique, Tassi (2015) pose la question fondamentale : « Comment établir et maintenir la confiance du grand public, partie prenante numéro 1, tout en respectant l'équilibre entre promesse de confidentialité et utilisation des données recueillies ? »

L'établissement de la confiance s'appuie sur deux conditions nécessaires et fondamentales : l'une est réglementaire, et montre que beaucoup d'États ont pris conscience depuis longtemps de la nécessité d'établir des garde-fous juridiques ; l'autre s'appuie sur la déontologie et l'éthique des acteurs. L'établissement de normes de qualité dans la production des données, notamment des enquêtes par sondages, est une condition nécessaire, mais pas suffisante, pour établir un lien de confiance avec le public. Pour le côté règlementaire et juridique, la Cnil doit assurer le respect des libertés individuelles face aux dangers de l'informatique. La déontologie et la qualité des données sont sous le contrôle en France du comité du label : « Le comité du label de la statistique publique régi par le chapitre IV du décret n° 2013-34 du 10 janvier 2013 examine les projets d'enquête que lui soumettent les services producteurs de la statistique publique ainsi que les projets d'exploitation, à des fins d'information générale, des données issues de l'activité des administrations, des organismes publics et des organismes privés chargés d'un service public ». En Europe, Eurostat a établi des règles et des normes rigoureuses dans la production et la diffusion des statistiques de la commission européenne. Pour les instituts privés il y a des organismes professionnels comme ESOMAR. Sans compter les organismes de contrôle comme le CESP, organisme indépendant qui audite les études concernant les mesures d'audience ou la commission des sondages pour tout ce qui est sondage politique.

La littérature internationale portant sur la mesure de la confiance de la population dans les statistiques publiques est assez peu fournie. Toutefois en juin 2008 l'OCDE, lors de son comité annuel consacré aux statistiques, a débattu de la question : « comment mesurer la confiance dans les statistiques officielles ». Et à la suite de ce débat cette organisation a été à l'initiative d'un questionnaire international (2011) qui doit ou a déjà été administré dans plusieurs pays (Italie, Norvège, Luxembourg, etc.) et a débouché sur quelques publications dont l'article de Alegrezza (2014) portant sur le Luxembourg.

Il existe aussi dans quelques pays, dont la France, des enquêtes qui mesurent l'image de l'institut public national. Le baromètre de l'image de l'Insee administré par CSA (2015) en est un exemple. Nous y reviendrons plus loin.

Nous avons souhaité mesurer le niveau de confiance que les Français accordent aux principaux indicateurs de la statistique publique et avons sélectionné à cet effet des questions qui font débat, qui sont dans le champ de la controverse économique et politique, et qui sont censés orienter les politiques publiques. Nous chercherons à dessiner les profils socioéconomiques et culturels des confiants/défiants, puis à saisir ce qui produit de la confiance/défiance dans ces indicateurs.

## **2 Enquête et premiers résultats**

Nous avons introduit dans la 7<sup>e</sup> vague du baromètre de la confiance du Cevipof (2015) six items spécifiques mesurant la confiance dans les chiffres de la statistique publique.

Chiche et Chanvril (2014) avaient détaillé le mode de collecte et l'échantillonnage des précédentes vagues de ce baromètre. Cette vague a été administrée auprès d'un échantillon de 2064 personnes (2069 après redressement sociodémographique et politique), représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus et inscrite sur les listes électorales. L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, après stratification par région de résidence et taille de commune. L'échantillon a été interrogé en ligne sur système Cawi (Computer Assisted Web Interview). Les interviews ont été réalisées du 17 au 28 décembre 2015. Les dates de terrain ont dû être décalées de quelques semaines en raison des attentats terroristes qui ont touché Paris le 13 novembre, alors que le terrain devait démarrer le soir

même. Le terrain a été confié à l'institut de sondages privé OpinionWay et a été réalisé en appliquant les procédures et règles de la norme ISO 20252. Nous avons ajouté au questionnaire socio politique habituel, dont les questions et les principaux résultats sont disponibles sur le site du Cevipof (2015), la question suivante : « *Personnellement, avez-vous très confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas du tout confiance dans les statistiques officielles en France, par exemple dans... ?* ». S'en suivait une batterie de six items dont les résultats figurent dans le tableau 1.

Tous les indicateurs recueillent un niveau de défiance très élevé. Et si les chiffres de la hausse des prix sont ressentis un peu moins mal que ceux des autres indicateurs, il n'en reste pas moins que la confiance que les Français lui accordent est très basse (38% de confiance). La défiance maximale s'exprime sur les chiffres du chômage, de la délinquance et de l'immigration (70% de défiance). Tous des thèmes qui clivent aujourd'hui très douloureusement la société française.

Si on compare ces taux de défiance aux autres questions portant sur les institutions politiques, publiques, qu'elles soient régaliennes ou pas, privées ou internationales, il faut bien se rendre à l'évidence que les indicateurs statistiques obtiennent des résultats parmi les pires. Bien entendu comparer des taux de confiance à des résultats statistiques à des taux de confiance dans des institutions doit être fait avec prudence. Il aurait été plus correct de comparer la confiance dans l'institut public de statistiques – ici l'Insee – avec les autres items mesurés. Mais cela n'a pas été possible pour des raisons de longueur du questionnaire : la négociation qui précède tout allongement du questionnaire barométrique ne se fait pas sans douleur et compromis. L'OCDE (2009) avait pourtant préconisé d'intégrer cette question à la mesure de la confiance des statistiques publiques. Pour nous rassurer, l'étude Luxembourgeoise déjà citée montre qu'il n'y a pas de corrélation entre confiance dans STATEC (l'institut public local) et confiance dans les indicateurs socioéconomiques. Notons qu'en France, si on se réfère au baromètre de l'image de l'INSEE (2015) auprès du grand public, l'institut français est parfaitement connu (91%), a une excellente image (71%), mais 55% des personnes interrogées n'ont pas confiance dans les chiffres et données publiés.

Si les institutions régaliennes ou de santé sont toujours très appréciées par la population, les institutions politiques, syndicales, médiatiques sont, comme les indicateurs statistiques, déconsidérés. Dans une société en crise, le tableau 1 montre bien qu'après les attentats du 13 novembre 2015, le pays est en recherche de protection et de soin. Hôpitaux, armée, police, sécurité sociale, associations ont un niveau de confiance supérieur à 50%.

Il y a de très fortes corrélations entre les 6 items mesurés. Voir tableau 2.

Déficit et croissance sont liés à 0,71, comme la confiance dans les indicateurs d'immigration et de délinquance. Une analyse en composantes principales donne des résultats assez triviaux. Le premier axe a une valeur propre de 4,3 et extrait 70,1% de la variance totale. Cet « Effet taille » oppose défiances et confiances pour les 6 indicateurs. La confiance dans les statistiques publiques est unidimensionnelle. Cela nous a incités à construire une échelle globale additive des scores allant de la confiance à la défiance. Le coefficient Alpha de Cronbach correspondant est égal à 0,913. Cette échelle projetée en variable continue illustrative de l'ACP est totalement corrélée (1,0) à cet axe. Cette échelle, une fois construite, varie entre 0 et 18.

Nous l'avons dichotomisée en une modalité allant de 0 à 9 qui décrira les confiants (31% des 2069 répondants) et une modalité groupant les valeurs au-delà de 10 pour les défiantes (61%).

Cette nouvelle variable, résumé des 6 indicateurs initiaux, servira de variable dépendante de synthèse dans les modèles logistiques que nous présentons.

La statistique n'est pas en dehors du champ social. Le tableau 3 des corrélations en atteste. La défiance dans les indicateurs statistiques est fortement corrélée aux institutions politiques (assemblée, président, gouvernement) et un peu moins, voire pas du tout, aux institutions non régaliennes. Elle est un des éléments qui permettent la construction d'un espace cognitif. Les media

jouent un rôle prépondérant dans la perception que le public a de la fiabilité des résultats qu'elle produit mais la corrélation entre confiance dans les media et échelle de défiance dans les statistiques publiques vaut 0,25. La défiance dans les media ne suffit donc pas à expliquer la défiance dans les statistiques.

Tableau 1 : La confiance dans les institutions comparée à la confiance dans les indicateurs statistiques

	BASE	ST Confiance	ST Pas confiance	Très confiance	Plutôt confiance	Plutôt pas confiance	Pas du tout confiance	No rep.
Les hôpitaux	2069	82%	17%	16%	66%	13%	4%	1%
L'armée	2069	81%	18%	24%	57%	12%	6%	1%
Les petites et moyennes entreprises	2069	80%	19%	12%	68%	15%	4%	1%
La police	2069	75%	24%	15%	60%	18%	6%	1%
L'école	2069	69%	30%	11%	58%	23%	7%	1%
Les associations	2069	66%	33%	8%	58%	23%	10%	1%
La sécurité sociale	2069	62%	37%	6%	56%	29%	8%	1%
L'Eglise catholique	2069	49%	48%	8%	41%	31%	17%	3%
Les grandes entreprises publiques	2069	46%	52%	3%	43%	39%	13%	2%
La justice	2069	44%	55%	4%	40%	38%	17%	1%
Les grandes entreprises privées	2069	43%	55%	4%	39%	38%	17%	2%
L'Assemblée Nationale	2069	41%	57%	3%	38%	41%	16%	2%
L'Union Européenne	2069	38%	61%	3%	35%	39%	22%	1%
L'institution présidentielle	2069	35%	63%	3%	32%	38%	25%	2%
Les chiffres de la hausse des prix	2069	38%	60%	4%	34%	40%	20%	2%
L'institution présidentielle	2069	35%	63%	3%	32%	38%	25%	2%
Les chiffres de la croissance économique	2069	36%	63%	3%	33%	44%	19%	1%
Les chiffres des déficits publics	2069	32%	66%	3%	29%	43%	23%	2%
Les chiffres de l'immigration	2069	29%	69%	3%	26%	40%	29%	2%
Les chiffres du chômage	2069	28%	70%	3%	25%	43%	27%	2%
Les chiffres de la délinquance	2069	29%	70%	3%	26%	44%	26%	1%
Les banques	2069	29%	70%	2%	27%	43%	27%	1%
Le gouvernement	2069	29%	70%	2%	27%	38%	32%	1%
L'Organisation Mondiale du Commerce	2069	26%	71%	2%	24%	48%	23%	3%
Les grandes conférences internationales,	2069	26%	72%	1%	25%	45%	27%	2%
Les syndicats	2069	27%	71%	2%	25%	38%	33%	2%
Les medias	2069	24%	75%	1%	23%	48%	27%	1%
Les partis politiques	2069	12%	87%	1%	11%	47%	40%	1%

Source : Vague 7 du Baromètre de la confiance. Cevipof 2015

Tableau 2 : Matrice de corrélations entre les toutes les mesures de la confiance

	Chômage	Croissance économique	Immigration	Déficits publics	Délinquance	Hausse des prix
<b>Chômage</b>	1					
<b>Croissance économique</b>	0.66	1				
<b>Immigration</b>	0.65	0.62	1			
<b>Déficits publics</b>	0.66	0.71	0.62	1		
<b>Délinquance</b>	0.68	0.68	0.71	0.63	1	
<b>Hausse des prix</b>	0.61	0.6	0.57	0.61	0.62	1

Source : Vague 7 du Baromètre de la confiance. Cevipof 2015

Tableau 3 : Matrice de corrélations entre les confiances dans les indicateurs

	Assemblée	Gouvernement	Président	UE	OMC	Partis	Hôpitaux	Medias	Banques	Police
<b>Défiance dans les statistiques</b>	0.368**	0.421**	0.419**	0.316**	0.209**	0.287**	0.119**	0.248**	0.178**	0.093**
N	2023	2031	2028	2040	1997	2027	2042	2039	2042	2035

Note : \*  $p < 0.05$ , \*\*  $p < 0.01$ , \*\*\*  $p < 0.001$

Source : Vague 7 du Baromètre de la confiance. Cevipof 2015

### 3 Modèles de la défiance

Nous avons construit une première série de six modèles LOGIT, à partir des données de l'enquête, en testant la confiance/défiance dans les six facettes des statistiques publiques (chômage, croissance économique, immigration, déficits publics, délinquance, hausse des prix) avec pour variables explicatives des éléments socioéconomiques et culturels (le genre, l'âge, le niveau de diplôme, les revenus par unité de consommation) et politiques (le positionnement avec l'échelle gauche / droite et le choix électoral en utilisant la reconstitution du vote au second tour de l'élection présidentielle de 2012). Les résultats des modèles sont présentés dans le tableau 4.

Les quatre indicateurs d'ordre économique présentent des logiques explicatives en partie comparables. On peut distinguer les chiffres mesurant les taux de chômage et de la hausse des prix d'une part, avec des explications essentiellement socioéconomiques, des chiffres de la croissance et des déficits publics d'autre part avec des profils à la fois socioéconomiques, liés au sexe, et politiques. Hausse des prix et chômage peuvent toucher chacun (enjeux egotropiques), alors que déficits publics et taux de croissance sont d'ordre plus général. Ils touchent l'ensemble de la société (enjeux sociotropiques).

Du point de vue socio culturel, l'âge et le niveau de diplôme ont des effets significatifs relativement proches quant à la défiance envers ces quatre indicateurs : les diplômés du baccalauréat, ainsi que des filières professionnelles pour la croissance économique, les déficits publics et la hausse des prix, sont davantage défiants ; les plus jeunes (gap à 35 ou 50 ans selon la mesure considérée) le sont moins. De faibles revenus (calculés par unité de consommation du ménage) renforcent également la défiance envers ces chiffres de manière significative, hormis pour la croissance économique où cette variable n'a pas d'effet. Le fait d'être un homme plutôt qu'une femme diminue cette défiance pour les deux chiffres se rapportant à des enjeux économiques plus sociotropiques. Sur le plan politique, le fait de se situer à gauche pour le chômage, au centre pour la hausse des prix, diminue la défiance envers les chiffres considérés.

En ce qui concerne la croissance économique et les déficits publics, le positionnement sur l'échelle gauche / droite explique de manière plus complète la défiance envers les indicateurs concernés : à gauche, voire au centre, on est moins défiant ; très à droite on est plus défiant. Peut-être trouve-t-on ici un effet thermostatique, c'est-à-dire que les partisans de la majorité politique en place sont toujours moins pessimistes ou défiants que les tenants de l'opposition.

Le modèle d'explicitation de la défiance dans l'indicateur du taux de délinquance fait émerger trois variables explicatives : l'âge (les 25-34 ans sont moins défiants), le niveau de diplôme (les diplômés du baccalauréat et des filières professionnelles sont plus défiants) et le positionnement sur l'échelle gauche / droite (se situer du centre au très à gauche diminue la défiance).

Enfin le modèle sur les données de l'immigration est le plus politisé des six. Parmi les variables socioculturelles, seul le niveau de diplôme présente des effets significatifs : les moins diplômés sont plus défiants. L'orientation politique joue un rôle important : se dire très à gauche, à gauche ou au

centre rend moins défiant ; par contre être très à droite rend plus défiant. Le vote au second tour de l'élection présidentielle de 2012 trouve ici son seul effet significatif : avoir voté pour Nicolas Sarkozy augmente la défiance envers les chiffres de l'immigration. Au second tour N. Sarkozy avait reçu une part importante du vote en faveur de Marine Le Pen du premier tour.

Les six modèles explicatifs présentent des différences pouvant être caractérisées ainsi : des variables socioéconomiques prédominantes pour les deux indicateurs économiques egotropiques que sont le chômage et la hausse des prix ; des modèles plus équilibrés entre explications sociodémographiques et politiques pour les indicateurs sociotropiques que sont la croissance économique, les déficits publics ou la délinquance ; un modèle très politisé pour les chiffres de l'immigration.

Malgré ces différences, une trame de fond se dessine : lorsqu'ils sont significatifs, les effets des variables explicatives dans les modèles vont dans le même sens, vers toujours plus de défiance. Ce point d'ancrage des six modèles ainsi que l'homogénéité des six items mesurés plus haut avec l'ACP justifient d'établir un modèle d'explication plus global pour la défiance envers les statistiques publiques. Dans ce modèle global : les 25-24 ans ainsi que les personnes se situant politiquement de l'extrême gauche au centre sont moins défiantes envers les statistiques publiques ; les diplômés de filières professionnelles ou du baccalauréat, les revenus plutôt bas ainsi que ceux se situant très à droite sur l'échelle gauche / droite sont plus défiantes envers ces mêmes statistiques publiques.

Tableau 4 : Modèles de régressions logistiques de la défiance dans les statistiques publiques

		Chômage	Croissance économique	Immigration	Déficits publics	Délinquance	Hausse des prix	Défiance stats
Genre	Un homme	-0.092	-0.237*	-0.058	-0.304**	0.085	0.040	-0.162
	Une femme	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.
Âge	18-24 ans	-0.697***	-0.433*	-0.378	-0.343	-0.317	-0.785***	-0.366
	25-34 ans	-0.464*	-0.372*	-0.286	-0.600***	-0.664***	-0.778***	-0.655***
	35-49 ans	-0.245	-0.266	-0.188	-0.346*	-0.311	-0.539***	-0.28
	50-64 ans	-0.06	-0.111	0.062	-0.148	-0.052	-0.171	-0.137
	65 ans en +	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.
Niveau de diplôme	Sans diplôme / CEP / BEPC	0.077	0.107	0.471*	0.195	0.129	0.306	0.279
	CAP / BEP	0.320	0.588***	0.662***	0.658***	0.518**	0.539***	0.571***
	Baccalauréat	0.348*	0.405**	0.545***	0.355*	0.412**	0.435**	0.358*
	Bac +2 (DEUG, DUT, BTS)	0.146	0.030	0.168	0.104	0.151	0.259	0.102
	Supérieur à Bac +2	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.
Revenus par unité de consommation	<= 1027,78	0.243	0.316	0.321	0.417*	0.113	0.444**	0.276
	1027,79 - 1472,22	0.454**	0.240	0.309	0.619***	0.162	0.427**	0.33*
	1472,23 - 2150,00	0.185	0.222	0.260	0.425**	0.121	0.211	0.177
	2150,01+	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.
Échelle gauche / droite	Très à gauche	-0.212	-0.642**	-0.769**	-0.569*	-0.619*	-0.341	-0.519*
	A gauche	-0.992***	-1.174***	-1.085***	-0.962***	-1.040***	-0.783***	-1.15***
	Au centre	-0.298	-0.578***	-0.697***	-0.302	-0.522**	-0.550**	-0.65***
	A droite	0.211	-0.144	0.056	0.056	-0.075	-0.127	-0.031
	Très à droite	0.407	0.546*	0.628*	0.453*	0.370	0.199	0.581*
Ni à gauche ni à droite	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	
Vote T2 présidentielle 2012	François Hollande	-0.049	-0.152	-0.306	-0.292	-0.268	-0.184	-0.263
	Nicolas Sarkozy	0.197	0.017	0.499**	0.014	0.183	0.061	0.214
	Blancs / Nuls / Abstention	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.
Constante		0.975***	0.928***	0.866***	0.923***	1.228***	0.695***	1.084***
R <sup>2</sup> de Nagelkerke		0.113	0.137	0.199	0.144	0.129	0.100	0.168

Note : base=2064, \*  $p < 0.05$ , \*\*  $p < 0.01$ , \*\*\*  $p < 0.001$

Source : Vague 7 du Baromètre de la confiance. Cevipof 2015

## 4 Confiance et démocratie

Un modèle classique en économie ou en sociologie politique, Boy et Chiche (2010), montre que l'état de l'économie, le bien-être, le niveau culturel produisent dans la société un niveau de confiance qui permet l'épanouissement de la démocratie et par là même son bon fonctionnement. A contrario la défiance nuit à son bon fonctionnement. Les indicateurs de la statistique publique jouent un rôle important dans le débat public et par là même la défiance ressentie à leur égard influe sur ce que la population pense de l'état de la démocratie en France. Le tableau 5 illustre parfaitement cet état de fait. Nous obtenons ainsi 31 points d'écart entre les confiants qui pensent que la démocratie fonctionne bien et les défiants mécontents de son fonctionnement.

La France est en crise. Ce tableau en est une preuve de plus.

Tableau 5 : Confiance dans les statistiques publiques et fonctionnement de la démocratie en France

	BASE	ST Bien	ST Mal	Très bien	Assez bien	Pas très bien	Pas bien du tout	NSP
<b>Confiance</b>	2069	54%	45%	4%	49%	36%	9%	1%
<b>Défiance</b>	2069	22%	76%	1%	21%	46%	30%	1%
<i>Total</i>	2069	32%	66%	2%	30%	43%	23%	1%

Source : Vague 7 du Baromètre de la confiance. Cevipof 2015

L'OCDE avait préconisé dans son questionnaire de poser des questions sur la connaissance de l'institution productrice de statistiques et sur son indépendance du pouvoir politique, en plus des opinions sur la confiance accordée aux données et indicateurs produits. Notre enquête ne disposait pas de ses informations et a posteriori nous ne pouvons que le regretter. Une prochaine vague du baromètre les intégrera. Notre étude ne remet pas en question le travail produit et diffusé par l'INSEE, mais montre que la population en état de crise généralisé de confiance est sceptique quant aux indicateurs et attribue à une forme de communication politique les commentaires qui en sont faits. S'écarter de cette défiance – produire de la confiance – c'est pour l'institution peut-être ne dépendre d'aucun ministère particulier.

## Bibliographie

- [1] Laurent, E. (2012), *Économie de la confiance*, La Découverte, Paris.
- [2] Algan, Y. et Cahuc, P. (2007), *La société de défiance : comment le modèle social s'autodétruit*, Éditions de la rue d'Ulm « Cepremap », Paris.
- [3] Tassi, P. (2015), La technologie au service de la confiance ?, Colloque Individus, Données et Société connectée, *Variances*, 53, Paris.
- [4] OCDE (2011), Measuring trust in Official Statistics ; Cognitive Testing, Report to the OECD of the electronic working group on measuring trust in official statistics. [https://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=2&cad=rja&uact=8&ved=0ahUKEwiL7aXfsLvLAhWHMhoKHUjhBcYQFgggtMAE&url=http%3A%2F%2Fwww.oecd.org%2Fstd%2F50027008.pdf&usg=AFQjCNG5lq\\_PSfOAdU1beCSC1XR3Y6Gyig](https://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=2&cad=rja&uact=8&ved=0ahUKEwiL7aXfsLvLAhWHMhoKHUjhBcYQFgggtMAE&url=http%3A%2F%2Fwww.oecd.org%2Fstd%2F50027008.pdf&usg=AFQjCNG5lq_PSfOAdU1beCSC1XR3Y6Gyig)
- [5] OCDE Directorate (2012), Measuring trust in official statistics: New model on OECD questionnaire. [https://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&ved=0ahUKEwiL7aXfsLvLAhWHMhoKHUjhBcYQFggglMAA&url=http%3A%2F%2Fwww.oecd.org%2Fstd%2Fstat%2520newsletter%2520final%2520for%2520the%2520web.pdf&usg=AFQjCNGDTyEkesQ87\\_JeYiJ\\_3vP2ijojmg&cad=rja](https://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&ved=0ahUKEwiL7aXfsLvLAhWHMhoKHUjhBcYQFggglMAA&url=http%3A%2F%2Fwww.oecd.org%2Fstd%2Fstat%2520newsletter%2520final%2520for%2520the%2520web.pdf&usg=AFQjCNGDTyEkesQ87_JeYiJ_3vP2ijojmg&cad=rja)
- [6] Allegrezza, S. (2014), La confiance dans les statistiques publiques : les déterminants de la

confiance, de l'indépendance politique et de l'utilisation des données du STATEC, *Économie et Statistiques : Working papers in STATEC*, 74, Luxembourg.

[7] CSA (2015), Baromètre de l'image de l'Insee : Enquête auprès du grand public. <http://www.insee.fr/fr/insee-statistique-publique/default.asp?page=connaître/enquetes/enquetes-satisfaction-grand-public-mai-2015.htm>

[8] Chiche, J. et Chanvriil, F. (2014), Confiance en politique ; méthode et analyse, 8<sup>e</sup> colloque francophone sur les sondages, Dijon.

[http://paperssondages14.sfds.asso.fr/submission\\_58.pdf](http://paperssondages14.sfds.asso.fr/submission_58.pdf)

[9] CEVIPOF (2015), Le baromètre de la confiance politique.

<http://www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/>

[10] Boy, D. et Chiche, J. (2010), *Confiances* dans Boy, D. et Cautres, B. et Sauger, N. (2010), *Français des européens comme les autres*, Presses de Sciences Po, 45-71, Paris.